

La Russie face à la mondialisation : la voie du trans-impérialisme

Celeste A. Wallander, Jessica Allevione

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2007/5 **Hors série**, PAGES 23 À 38
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 2200924157

DOI 10.3917/pe.hso1.0023

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2007-5-page-23?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LA VISION RUSSE DU MONDE



La Russie face à la mondialisation : la voie du trans-impérialisme

Par **Celeste A. Wallander**

Celeste A. Wallander, diplômée de Yale et ancienne directrice du programme Russie-Eurasie du Center for Strategic and International Studies, est Visiting Associate Professor à la School of Foreign Service de l'université de Georgetown.

Texte traduit de l'anglais par Jessica Allevione

Grâce à ses ressources énergétiques, la Russie est de retour dans l'économie mondiale dans son voisinage proche, et dans le rapport global des puissances. Elle n'est ni post-impériale, ni néo-impériale. Elle peut plutôt être qualifiée de trans-impériale, en ce sens qu'elle tente de reproduire à l'échelle internationale le système des relations patrons-clientèle qui structurent l'actuel pouvoir à Moscou. Ce trans-impérialisme appelle une réponse coordonnée entre Europe et États-Unis.

Ce texte a été publié pour la première fois dans le n° 1-2007 de Politique étrangère.

politique étrangère

La nouvelle politique étrangère russe change la donne mondiale. En Asie centrale, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est un instrument de coopération militaire et économique sino-russe toujours plus efficace. Les négociations énergétiques russes avec le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ukraine et la Chine ont offert de nombreux avantages à la Russie : des contrats d'exclusivité pour exporter à des prix majorés, des accords sur son contrôle de pipelines stratégiques, et même des dispositions de co-investissement pour les compagnies russes à l'étranger. Après une décennie d'inaction dans les conflits séparatistes en Géorgie et en Moldavie, Moscou adopte un nouveau cours, en appelant aux normes internationales d'autodétermination et à l'éventuel précédent d'un Kosovo indépendant pour, peut-être, recouvrer son hégémonie sur la région. Ces deux dernières années, Moscou s'est opposée aux politiques occidentales de démocratisation des pays post-soviétiques en s'alliant à des leaders également réticents à la démocratie. Bien que l'issue des négociations sur le nucléaire iranien reste incertaine, Moscou ne craint pas

La version anglaise de ce texte a été publiée sous le titre « Russian Transimperialism and its Implications » dans The Washington Quarterly daté du printemps 2007, disponible sur <www.twq.com> (NDLR).

de promouvoir un nouveau partenariat stratégique avec la plus grande puissance régionale du Moyen-Orient. En Europe, la Russie de Vladimir Poutine a remporté un franc succès par ses relations bilatérales avec des pays clés, sapant ainsi la cohésion de l'Union européenne (UE), éliminant les avantages qu'auraient pu gagner les pays européens à une approche multilatérale de Moscou. Quant États-Unis, ils ont depuis 2006 plus besoin de la Russie de Poutine – sur des questions qu'ils considèrent prioritaires (Corée du Nord, Iran, sécurité dans l'espace eurasiatique, énergie) – que Moscou n'a besoin d'eux.

Les résultats de la nouvelle politique étrangère russe doivent beaucoup à la chance : hausse des prix de l'énergie, cauchemar irakien pour l'Amérique, ralentissement de la démocratisation et de la libéralisation dans l'espace eurasiatique, force de l'émergence des possibles puissances mondiales du XXI^e siècle en Asie. Mais les conditions peuvent bien être favorables, il n'en reste pas moins qu'il existe une stratégie russe, déployée au moment propice.

La Russie est-elle néo- ou post-impériale ? La réponse importe : une Russie post-impériale peut être membre à part entière de la communauté internationale, et un partenaire positif pour les grandes puissances émergentes. Elle serait un partenaire efficace pour résoudre des questions épineuses pour la sécurité eurasiatique – dont celle de la prolifération des armements. Une telle Russie, s'appuyant sur ses ressources énergétiques, sa technologie nucléaire et ses compétences scientifiques et techniques, pourrait constituer un acteur de poids dans les mutations énergétiques des prochaines décennies.

Une Russie néo-impériale ne serait d'aucune utilité face à ces défis et constituerait une source supplémentaire de difficultés, détournant les stratégies occidentales de l'attention qu'elles doivent porter aux problèmes globaux. Une Russie néo-impériale entraverait l'intégration de l'espace eurasiatique à la dynamique transatlantique de sécurité, et plus largement à l'espace politique et économique mondial. Elle freinerait la libéralisation et la démocratisation en Eurasie. Elle serait tentée de définir ses intérêts nationaux en termes de jeu à somme nulle avec d'autres puissances, dont les États-Unis et l'UE.

Le débat est alimenté de multiples questions : la Russie peut-elle exclure les investisseurs étrangers du secteur énergétique ; peut-elle continuer à négocier bilatéralement les prix de l'énergie ; le pouvoir russe peut-il contrôler les organisations non gouvernementales étrangères et leurs financements ? Si les États-Unis et l'Europe veulent définir leurs stratégies vis-à-vis de la Russie, quelles qu'elles soient, au-delà des

ajustements tactiques, ils doivent identifier les fondements de la stratégie russe pour les dix ans à venir, et en déduire les choix souhaitables pour les intérêts transatlantiques.

La Russie n'est ni totalement post-impériale, ni néo-impériale. Les politiques étrangère et de sécurité russes trouvent leurs racines dans le contexte stratégique actuel, et dans la nature du système politico-économique autoritaire qui s'est consolidé sous Poutine. D'où une stratégie russe – moderne, transnationale et aussi impériale – que nous nommons : « trans-impérialisme ».

Les orientations de la politique russe

La politique étrangère russe vise à la fois au renforcement économique et à l'affirmation d'une puissance mondiale. La croissance économique (6 % par an au moins depuis 1999) fournit des ressources et constitue un levier diplomatique. À l'ère de Boris Eltsine, période de grande inflation et de déconstruction économique, le Kremlin dépendait des crédits du Fonds monétaire international (FMI) et de la bonne volonté occidentale pour l'échelonnement des dettes et les négociations commerciales. La Russie de Poutine honore ses dettes, son économie est florissante et elle possède les plus importantes réserves mondiales d'hydrocarbures. La forte demande d'énergie, d'équipements militaires et de produits industriels disponibles en Russie, comme l'acier, contribue à sa croissance économique et lui donne une place de choix dans des forums comme le G8. Le marché intérieur russe, largement sous-exploité, suscite l'intérêt des investisseurs, attirant des entreprises comme Procter & Gamble, Coca-Cola ou Daimler-Chrysler. Ce potentiel de croissance rend attractifs le marché boursier et les compagnies financières russes.

Poutine cite donc le renforcement de l'État, la croissance économique, le recul de la dette extérieure, la restauration du statut international de la Russie parmi ses principales réalisations¹. Mais alors que son statut de grande puissance et que son influence dépendent de sa participation à l'économie globale, la politique de Poutine ne vise ni l'intégration ni la libéralisation.

La Russie de Poutine prend certes part à l'économie mondiale, mais en des termes opposés à ceux du libéralisme économique. L'État supervise les transactions, les négociations et les partenariats économiques, et gère les secteurs réputés stratégiques de l'économie russe : l'énergie, la métallurgie, la défense. La tendance à la privatisation, notamment dans des

1. Entretien avec Vladimir Poutine, 9 septembre 2006, *Novo-Ogareva*, Russie, disponible sur <en.valday2006.rian.ru/materials/20060910/52329444.html>.

secteurs comme l'énergie, la défense, les technologies de pointe, les ressources naturelles, s'est inversée. Les investissements directs étrangers hors agriculture et biens de consommation sont de plus en plus mal accueillis ; ils sont plafonnés à 50 %, voire à 30 % de la valeur d'une compagnie dans les secteurs stratégiques ; l'État les surveille de près, et les acquisitions doivent recueillir son approbation préalable².

La Russie prend part à l'économie mondiale mais en des termes opposés à ceux du libéralisme

L'énergie s'est évidemment retrouvée au cœur de la politique étrangère russe, argument de poids comme l'était hier la puissance militaire, suscitant l'image de la « superpuissance énergétique », en dépit des démentis de Poutine³. L'énergie est au cœur des relations de Moscou avec tous les pays ou les régions d'importance : l'Europe (vieille et nouvelle), la Chine, l'Iran, les voisins post-soviétiques. Cette prévalence est moins marquée dans ses relations avec les États-Unis : l'ordre du jour diplomatique y est plus diversifié – lutte antiterroriste, non-prolifération des armes de destruction massive (ADM) – et les États-Unis sont un client limité pour l'énergie russe. L'approvisionnement et les prix de l'énergie préoccupent cependant assez Washington pour être maintenus dans l'agenda russe de l'Amérique.

La Russie de Poutine a joué de son poids sur les marchés mondiaux de l'énergie pour diviser l'UE quant à ses politiques commerciales communes, signaler à ses voisins les voies dangereuses (voir la nouvelle réticence de l'Ukraine vis-à-vis de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN]) et jeter les bases d'une coopération à volets multiples avec une Chine en plein essor. Elle en a aussi joué comme levier au profit de ses investissements et de ses acquisitions à l'étranger. Ce qui apparaît parfois clairement : depuis novembre 2006, dans le contentieux qui l'oppose à la Biélorussie, Gazprom souhaite acquérir 50 % de Beltransgas, sous peine de triplement, voire de quadruplement du prix du gaz naturel. La manœuvre est parfois plus discrète, comme la liaison établie par l'opaque RosUkrEnergo entre la russe Gazprom et l'ukrainienne Naftogas. La subtilité gagne au fur et à mesure que l'on s'éloigne : Gazprom travaille avec une compagnie hongroise sur un projet commun de nouveaux gazoducs. Plus à l'Ouest, Gazprom a créé une filiale avec des actionnaires allemands minoritaires présidée par l'ancien chancelier Gerhard Schröder, peu de temps après que ce dernier a donné son aval à la construction du

2. OCDE, *Investment Policy Review of Russia 2006: Enhancing Policy Transparency*, Paris, OCDE, 2006, chapitre 4.

3. Pour son démenti, voir note [1].

nouveau gazoduc d'Europe du Nord. L'affaire Shtokman illustre aussi l'utilisation par la Russie de sa puissance énergétique pour changer la donne : nombre de compagnies occidentales (Hydro, Statoil, Chevron, ConocoPhillips, et Total) ont cherché à être désignées par le Kremlin comme investisseur étranger pour cet immense champ gazier, alors que celui-ci décidait finalement en octobre 2006 d'en garder la maîtrise, excluant tout investisseur extérieur⁴.

L'engouement russe pour l'investissement à l'étranger touche aussi les secteurs de la défense et de l'industrie. La banque publique russe Vneshtorgbank a acquis 5 % du géant européen EADS en 2006 ; il aurait été question d'une participation à hauteur de 25 %, et Poutine a même soufflé l'idée d'un siège russe au conseil d'administration. Severstal, géant russe de l'acier, a cherché sans succès à acquérir Arcelor. Les compagnies russes de minerai d'acier et de fer ont investi massivement en Ukraine dans l'acier et les secteurs industriels liés ; et les échos se multiplient de nouvelles propositions, d'affaires à l'étude.

L'investissement et l'internationalisation témoignent en théorie d'une Russie en voie de modernisation. Mais on peut se demander si en l'espèce ils sont conformes aux standards généraux du commerce international, en termes de transparence, de concurrence, d'accès au profit et à la croissance. Réalisés par des sociétés privées dans une économie concurrentielle et transparente, les investissements russes devraient constituer un élément parmi d'autres de la politique étrangère russe. Il en va tout autrement des investissements gérés par l'État russe.

Les exemples récents laissent penser que l'investissement russe ne correspond guère aux normes libérales : la Russie de Poutine utilise ses liens politiques pour obtenir des avantages économiques, et sa puissance économique pour des privilèges politiques. Elle s'oppose à la transparence ainsi qu'à tout contrôle non seulement de ses échanges commerciaux internes, mais aussi de ses croissantes relations commerciales internationales. Et cette nouvelle présence russe sur la scène économique internationale coïncide avec un intérêt très marqué de Poutine pour les affaires politiques et économiques de ses voisins post-soviétiques, avec l'aversion, voire la peur, manifestée vis-à-vis des « révolutions de couleur ». Outre l'aide apportée au régime Kouchma, en octobre 2004, pour assurer la victoire frauduleuse de Viktor Ianoukovitch, le pouvoir russe s'est rapproché d'autres régimes autoritaires, notamment de l'Ouzbékistan, soutenant clairement leur résistance à la démocratisation. Quant aux relations

4. A. Loskot-Strachota, *Russian Gas for Europe*, Varsovie, Centre for Eastern Studies, octobre 2006.

avec la Géorgie, qu'un dialogue approfondi avec l'OTAN semblait rapprocher du monde transatlantique, elles ont tourné à la confrontation avec l'arrestation d'espions russes présumés et Moscou a pratiquement imposé un blocus au pays.

Néo-impérialisme ou post-impérialisme ?

La Russie subit-elle les cahots inhérents à une transition vers le post-impérialisme ou glisse-t-elle vers une forme de néo-impérialisme ?

La thèse d'une Russie post-impériale voit les positions récentes de la Russie comme celles d'une puissance moyenne normale, en quête de sécurité et de prospérité. D'un tel point de vue, la Russie suit une transformation progressive vers un système économique et politique intégrant graduellement des éléments de liberté politique et de concurrence économique. Sa participation à l'économie internationale lui permet d'acquérir des actifs dans le système économique mondial, dont elle finira tôt ou tard par respecter les règles. L'imbrication dans l'investissement et le commerce international rendant de plus en plus risquée la définition de ses intérêts nationaux et de ses politiques étrangère et de sécurité en termes hégémoniques ou impérialistes.

La thèse d'une Russie néo-impériale éclaire, elle, les politiques russes comme celles d'un empire informel en formation, germe d'une grande puissance quasi moderne. Ce qui renvoie à une définition des intérêts nationaux russes où pèsent lourdement la pensée « eurasienne » et le nationalisme russe. Une telle Russie chercherait à asseoir sa richesse, sa puissance et sa sécurité dans une position de force vis-à-vis de l'Occident (et d'autres puissances telles l'Iran ou la Chine), en imposant son vouloir à de nouvelles néo-colonies : les anciens États soviétiques. Une Russie néo-impériale se concentrerait surtout sur une compétition à somme nulle avec les États-Unis, mais aussi peut-être avec ses concurrents régionaux.

Les deux thèses contiennent des éléments de vérité, mais aucune ne rend compte de la gamme complète des politiques et attitudes russes. Le « post-impérialisme » n'éclaire ni l'obstructionnisme russe en matière de conflits gelés, ni l'usage sans fard de l'énergie comme instrument de puissance en politique étrangère, pas plus que le jeu avec l'Iran ou le Venezuela. Le « post-impérialisme » ne dit rien des liens entre la Russie et les régimes autoritaires de la Biélorussie, d'Ouzbékistan, du Kazakhstan. Il explique encore moins le refus de Moscou de se plier aux règles commerciales internationales, notamment en matière de contrats et d'investissements privés dans le secteur énergétique – voir la tentative récente du pouvoir russe de renégocier avec Mitsubishi, Mitsui et Royal

Dutch/Shell les termes de l'accord d'exploitation de Sakhalin II, ou la non-ratification de la Charte européenne de l'énergie.

Mais le « néo-impérialisme » ne saurait à lui seul rendre compte de la politique étrangère et de sécurité de la Russie. Pourquoi le Kremlin ne peut-il, ou ne veut-il pas, réformer et financer son armée, s'il souhaite rétablir un empire russe/soviétique ? La Russie s'est largement abstenue d'utiliser la force à l'encontre de ses voisins post-soviétiques ; elle a même été constructive dans la résolution de la crise d'Adjara en 2004, et a retiré des troupes de Géorgie. Si elle est en partie responsable des élections frauduleuses en Ukraine, elle a accepté l'issue de la révolution orange et l'élection libre de Viktor Iouchtchenko. La Russie est désormais près d'une adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et ses dirigeants font d'importantes concessions dans leurs négociations avec les États-Unis. Les revendications qui ont retardé l'accord avec l'OMC n'étaient pas particulièrement celles d'un empire en formation : elles ressemblaient à beaucoup d'autres au royaume du commerce international...

Le néo-impérialisme ne rend pas compte à lui seul de la politique étrangère de la Russie

Ce qui discrédite le plus ces deux thèses du néo- ou du post-impérialisme est sans doute la complicité des responsables internationaux avec le nouvel activisme russe. L'accord de janvier 2006 avec Kiev, qui maintient l'Ukraine dans une position de faiblesse et de dépendance vis-à-vis de la bonne volonté et de l'énergie russes, n'a pas été imposé au gouvernement ukrainien : il a reçu l'aval du vainqueur de la révolution orange, et profite à Gazprom, mais aussi à la partie ukrainienne des propriétaires de RosUkrEnergo. Gazprom exerce des pressions sur le président biélorusse Loukachenko pour acquérir (et ainsi contrôler) une partie des gazoducs ; mais si la compagnie cesse de déverser ses milliards de dollars, Loukachenko devra sans doute affronter un mécontentement, et peut-être même une opposition, plus substantiels. La Géorgie subit le blocus russe de plein fouet parce que son économie survit grâce aux innombrables relations économiques et commerciales illicites avec la Russie. Islam Karimov n'a pas exigé le retrait d'Ouzbékistan de la base américaine sous les menaces d'une Russie néo-impérialiste : il s'est rapproché d'une Russie résistante aux révolutions de couleur pour maintenir son propre pouvoir autoritaire.

Les deux modèles font donc l'impasse sur un élément essentiel : les moyens utilisés pour accéder à la puissance et à la prospérité. Au plan

international, ces moyens ont un nom : mondialisation. Pour un système politico-économique émergent comme la Russie, l'élément clé demeure l'autoritarisme patrimonial.

La question de la mondialisation

La mondialisation est synonyme de réseaux d'interdépendance à l'échelle mondiale ; à l'époque contemporaine, elle revêt une forme particulière de par la multiplicité de ses formes, son ampleur et sa rapidité, et apparaît comme le caractère central du système mondial⁵. Elle est indéniablement positive en ce qu'elle accroît les échanges, stimule l'innovation, crée des compétences, dont résultent croissance économique et développement.

Mais la mondialisation crée aussi des problèmes spécifiques : une interaction accrue peut remettre en question les institutions politiques et sociales existantes, particulièrement leur capacité à réguler et gérer leurs propres citoyens. La mondialisation apporte informations, idées, ressources, prospérité, mais aussi maladies et menaces extérieures. Les États se retrouvent souvent à composer avec un certain bouleversement des logiques de pouvoir et d'intérêts à l'intérieur de leurs propres sociétés.

On peut répondre à ces défis en développant des compétences nouvelles en matière de politiques économiques, en coopérant avec d'autres gouvernements en vue de créer des institutions internationales qui gèreraient ces défis transnationaux à l'échelle mondiale. Mais on peut aussi se montrer hostile au réseau d'interdépendance de la mondialisation, et adopter des mesures protectionnistes – laissant filer en ce cas les opportunités de la mondialisation. Les barrières commerciales diminuent les influences étrangères, mais elles suppriment les retombées économiques du libre-échange. Le contrôle du commerce extérieur par l'État sape l'efficacité du marché. Les pays qui se ferment à la mondialisation ratent les opportunités de croissance et de prospérité dont bénéficient les économies intégrées et concurrentielles. Aucune nation ne peut aujourd'hui prétendre à la prospérité ou à la grandeur en rejetant la mondialisation, surtout si, comme la Russie, son économie repose sur l'exportation.

Tel est le dilemme. La Russie devra ouvrir son économie et se plier aux principes de transparence, de respect des règles et des contrats si elle veut prendre part à l'économie globalisée et en tirer un maximum de bénéfices. La concurrence et l'innovation supposent que la Russie donne à ses citoyens l'accès à l'information, aux idées, et aux médias internationaux, ainsi qu'un gouvernement répondant de ses politiques. Une Russie

5. Th. L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, New York, Random House, 1999, chapitre 1.

globalisée serait dans les faits une Russie post-impériale. Ce qui serait conforme aux intérêts nationaux russes, comme aux objectifs affichés de prospérité et de sécurité. Mais la perspective ne convient pas au système politico-économique interne de la Russie, ni donc aux intérêts de l'actuel régime Poutine⁶.

L'autoritarisme patrimonial

La Russie n'est ni l'Union soviétique, ni une démocratie inachevée. Le système politique russe n'est pas totalitaire : l'État ne maîtrise pas tous les aspects de la vie et les dirigeants ne semblent pas tentés de le faire. Mais ce n'est pas non plus une démocratie ; les conditions requises ne font pas seulement défaut (partis politiques concurrentiels, indépendance des médias, élections libres et équitables, sujétion du pouvoir aux règles constitutionnelles) : elles ont été systématiquement battues en brèche ces dernières années.

La Russie est un système autoritaire : un ordre politique qui s'appuie sur la centralisation, le contrôle, le gouvernement d'une élite qui ne rend nul compte à sa société. Cette variante particulière d'autoritarisme peut être qualifiée d'autoritarisme patrimonial : la relation centrale du système étant la relation patron-client⁷. Ces relations patrons-clients dépendent du contrôle et de la distribution de « rentes », de richesses créées par la manipulation politique des échanges économiques et non par une activité économique de production.

L'autoritarisme patrimonial est un système reposant sur un pouvoir qui permet de générer, d'acquérir, de distribuer des rentes. Il est de notoriété publique que la Russie est gangrenée par la corruption⁸, mais celle-ci n'est pas seulement un caractère du système autoritaire patrimonial russe, elle est essentielle au fonctionnement même du pouvoir politique. Ce dernier est fondé sur un contrôle des ressources économiques qui permet d'enrichir les clans divers du système patron-client⁹. Les patrons restent en place parce qu'ils récompensent les clients, et ceux-ci sont récompensés pour

6. Voir C. A. Wallander, « Global Challenges and Russian Foreign Policy », in R. Legvold (dir.), *Twenty-First Century Russian Foreign Policy and the Shadow of the Past*, chapitre 8, New York, Columbia University Press, 2007.

7. Pour le patrimonialisme, voir G. Derluguian, « The Coming Revolutions in the North Caucasus », *PONARS Policy Memo*, n° 378, Washington DC, CSIS, 2005.

8. En 2006, la Russie occupe, avec le Bénin, le Honduras et le Rwanda, la 121^e place dans le *Rapport annuel sur la corruption* de *Transparency International*, voir <www.infoplease.com/>. L'ampleur du problème est également reconnue des Russes : T. Parfitt, « Corrupt Bureaucrats Cost Russia £125bn a Year, Prosecutor Says », *The Guardian*, 8 novembre 2006, disponible sur <www.guardian.co.uk/russia/article/0,,1941743,00.html>.

9. Le terme « clan » utilisé pour expliquer la structure politique russe est apparu en premier chez Thomas Graham dans « The New Russian Regime », *Nezavisimaya gazeta*, 23 novembre 1995.

leur soutien. Sans création et distribution de rente, le pouvoir politique disparaît. Le patron a besoin de l'appui de ses clients, et pour le gagner il doit accéder à la rente et la redistribuer.

Cet autoritarisme patrimonial est manifestement incompatible avec la transparence, le respect des règles et la concurrence politique. L'objectif de ce système politique n'est pas d'être un médiateur entre ses citoyens, ses entreprises ses groupes d'intérêts, mais de les régir afin qu'ils n'empiètent pas sur les intérêts des clans patron-client. L'autoritarisme patrimonial exige un système politique centralisé, vertical, opaque, non perméable, et qui ne rende pas de compte.

L'autoritarisme patrimonial est incompatible avec la transparence, le respect des règles et la concurrence politique

Il exige aussi que l'État joue un rôle économique central. Le capitalisme et son lot de contrats, de transparence commerciale et de droits de propriété, interfèrent avec la création, l'acquisition et la distribution des rentes. On ne peut laisser se développer des sources de pouvoir indépendantes, aux intérêts concurrents de ceux de la logique patron-client. L'État doit donc contrôler au moins les éléments fondamentaux de l'économie nationale, en évitant toute transparence.

Ceci, entre autres éléments, nous permet de comprendre pourquoi le Kremlin se sent si menacé par les « révolutions de couleur », pourquoi il cherche à contrôler les organisations non gouvernementales (ONG) et leurs financements étrangers, pourquoi il se retourne contre les investisseurs étrangers. Le système politique russe, et les intérêts de ses élites, requièrent un isolement volontaire qui résiste à la transparence et évite toute forme de concurrence.

Les élites russes rencontrent pourtant deux écueils majeurs. Ce système est profondément inadéquat à une mondialisation synonyme de croissance économique, de prospérité et donc de rentes potentielles. De plus, à mesure que l'État renforce son contrôle sur l'économie, celle-ci se rétracte. Même la croissance du secteur énergétique – le véritable moteur du pouvoir et de la richesse du Kremlin – ralentit à mesure que le contrôle de l'État s'amplifie. Avec le recul de la production pétrolière et son incapacité à accroître sa production de gaz naturel, Gazprom n'a qu'une option pour honorer ses contrats internationaux : acheter du gaz naturel à bon prix en Asie centrale et le revendre à l'étranger. Dans l'année à venir, la Russie devra pallier son déficit en électricité et pourrait devoir, pour ce faire, en importer de pays voisins, telle l'Ukraine.

Les ressources et les rentes potentielles sont nombreuses en Russie, mais le contrôle de l'État bridant le développement, la rente ne peut être trouvée que dans une participation à l'économie globalisée. La Russie est donc contrainte de poursuivre la rente à l'étranger. Comme le système politique national dépend de cette rente, le système politique interne doit accéder au commerce et à l'investissement internationaux.

Le Kremlin fait donc face à un dilemme : la logique de son système politico-économique national requiert l'isolement, et le maintien du pouvoir en place dépend des richesses générées par la participation à une globalisation qui sape le cœur même du système. La question est donc : comment concilier économie internationale globalisée et maintien de l'autoritarisme patrimonial ? Le « trans-impérialisme » est la réponse.

Le trans-impérialisme

Le trans-impérialisme est la transposition à l'échelle mondiale de l'autoritarisme patrimonial russe. Comment la Russie peut-elle commercer et investir sans être ouverte et perméable ? En sélectionnant des réseaux transnationaux d'élites et en les intégrant à l'économie mondiale, pour reproduire au niveau international les relations de pouvoir patron-client, la dépendance, la recherche de rentes et la distribution.

La politique étrangère russe s'attache de plus en plus à créer des réseaux d'élites transnationaux pour accéder aux rentes de l'économie mondiale, avec Moscou comme arbitre et superviseur de l'articulation Russie/Économie extérieure, pour garder la première de la contamination du marché, de la concurrence, de l'explosion des intérêts et du contrôle social. Le système qui arrime les dirigeants actuels au pouvoir pourrait en effet éclater : la mondialisation ne menace pas les intérêts nationaux, mais ceux des dirigeants russes.

Dans une logique de trans-impérialisme, rien d'étonnant à ce que la Russie retire ses forces militaires du Caucase et étende, dans le même temps, ses acquisitions de gazoducs grâce à des projets communs avec ses voisins post-soviétiques. La puissance militaire n'est pas essentielle à la survie, nationale ou internationale, des réseaux patrimoniaux. Par contre, les compagnies transnationales non transparentes, et les négociations bilatérales d'État à État favorisent la mise en place de mécanismes permettant l'acquisition puis la distribution de la rente. La Russie peut tolérer un gouvernement Iouchenko, tant que l'économie ukrainienne reste suffisamment corrompue et patrimoniale pour que les normes transatlantiques de transparence et de respect du droit n'affectent pas ses transactions.

En Asie centrale, le contrôle de Gazprom et des pipelines par l'État russe crée les conditions d'accords non transparents entre la Russie et le Turkménistan pour l'acquisition de gaz turkmène à un coût bien inférieur aux prix du marché mondial, et la revente de ce gaz à l'Ukraine à travers RosUkrEnergo. La poursuite de la rente est ainsi facilitée par les réseaux énergétiques mondiaux, qui restent néanmoins à l'abri de la supervision occidentale, et sous contrôle de l'État russe.

Pour les transactions avec l'Europe, l'absence de transparence constitue un obstacle majeur ; mais les relations transnationales patron-client et le contrôle des entreprises commerciales générant une richesse distribuable peut aussi fonctionner. Pour preuve, la relation Poutine-Schröder et la nomination de ce dernier à la présidence d'une filiale de Gazprom, montage qui permet de gérer les gazoducs nord-européens. On peut s'attendre à de nouveaux efforts russes pour développer de telles relations avec des leaders « amis ».

La politique étrangère russe et les choix occidentaux

Le trans-impérialisme n'adhère pas à l'intégration telle qu'elle est conçue par le monde occidental. Il accepte de participer à l'économie mondiale, mais sous le contrôle de Moscou et en coopération avec les élites corrompues des pays partenaires. Il s'appuie sur une forme de gestion profondément ancrée dans des relations personnelles. Dans un monde globalisé, de tels réseaux transnationaux sont aisés à construire : ils ont même force de référence.

L'acquisition et la distribution de rentes reposent sur la non-transparence des relations commerciales et politiques : cette dernière constitue donc une condition essentielle du trans-impérialisme.

Le trans-impérialisme est une forme de géopolitique qui s'exerce au moyen de relations commerciales et de relations transnationales patron-client. Les intérêts en jeu ne sont pas la sécurité nationale ou la prospérité de la nation ; une analyse des relations de la Russie avec ses voisins à partir de tels concepts ne mène à rien. Les intérêts en jeu sont ceux de l'élite russe et des élites transnationales des anciennes républiques soviétiques, de la Chine, de l'Inde, de l'Iran, et même de l'Occident qui bénéficient des rentes russes via un système globalisé. L'espoir que l'économie russe se libéralise du fait de son besoin d'investissements, de savoir-faire et de technologies s'évanouit. Répondre à ce

**Les intérêts en jeu
sont ceux des élites russes
et des élites transnationales**

besoin supposerait le démantèlement du système politico-économique russe, et le Kremlin ne peut accepter ce prix.

Face à une Russie néo-impériale, la réponse de l'Occident devrait être un néo-endiguement. Cette Russie représenterait une menace pour la souveraineté et la sécurité des pays d'Europe et de l'espace eurasiatique : il faudrait donc contenir sa puissance.

Une Russie post-impériale appellerait une politique d'intégration. Cette Russie accepterait les règles du jeu d'une économie globalisée. Elle bénéficierait d'investissements et d'une concurrence positive, aux plans économique et politique.

Si ni le post-impérialisme, ni le néo-impérialisme ne peuvent définir la Russie actuelle, aucun des choix précédents n'est pertinent. L'intégration d'un autoritarisme russe non libéral procurerait au Kremlin les ressources de la mondialisation sans le soumettre aux règles, aux contraintes, et aux aspects de la libéralisation politique et économique. Ce qui ne ferait que renforcer son pouvoir et son influence. Le néo-endiguement d'une Russie non libérale serait une politique tout aussi inadéquate. Elle conforterait la capacité du Kremlin à isoler et contrôler ses intérêts commerciaux, sa société, ses médias ainsi que ses possibles challengers politiques. Le néo-endiguement pourrait limiter son accès aux rentes internationales, mais non l'abolir, puisque les relations transnationales entre la Russie et les dirigeants post-soviétiques sont communément admises, voire souhaitées, par ces derniers, qui en profitent largement.

Le trans-impérialisme requiert une politique d'*engagement libéral*. Elle consiste à intégrer la Russie, mais pas seulement, par l'intermédiaire du Kremlin, mais non dans les termes de ce dernier. Une telle politique refuse l'opacité dans les relations commerciales mondiales. Elle intègre la société russe dans son ensemble – y compris, le plus largement possible, le monde des affaires. Si elle joue le jeu, la Russie peut adhérer à l'OMC. Les investisseurs étrangers peuvent se rendre en Russie, mais ils devraient n'y investir que si les règles et les principes de bonne gouvernance commerciale sont respectés. La communauté transatlantique devrait saisir toutes les occasions de négocier avec le Kremlin, sans jamais cautionner d'initiatives commerciales qui reposent sur l'opacité ou des normes spéciales. L'Occident devrait accueillir favorablement l'investissement russe, mais s'il satisfait aux règles occidentales et aux normes requises par les entreprises¹⁰.

10. Pour une conclusion similaire, voir R. Lyne, S. Talbott, et K. Watanabe, *Engaging with Russia: The Next Phase*, Washington, The Trilateral Commission, 2006, chapitre 9.

Le trans-impérialisme ne peut durer si se maintiennent les conditions économiques et politiques libérales pour l'intégration de la Russie au système international. Dans les dix ans à venir, les dirigeants russes pourront de moins en moins contrôler l'économie russe, sauf si la Russie peut s'intégrer aux réseaux économiques sans se plier aux règles du système. L'appareil politique russe ne peut produire assez de rentes hors l'économie internationale, et il ne pourra pas s'intégrer au niveau international en maintenant l'autoritarisme patrimonial.

De tels choix peuvent être mis en œuvre à un niveau transatlantique, grâce à la coopération entre l'Europe et les États-Unis. Les récents succès de Moscou dans la bilatéralisation de ses relations avec les États d'Europe démontrent l'importance d'une approche commune pour sauvegarder les règles et l'efficacité du système international qui s'est établi dans les 60 dernières années. S'il aspire à une Russie sûre et prospère – un objectif qui est de l'intérêt de toute la communauté atlantique –, l'Occident doit concilier idéalisme et réalisme : croire en une Russie moderne intégrée, et savoir que le trans-impérialisme du Kremlin ne favorisera pas sa naissance.



MOTS CLÉS

Russie
Mondialisation
Étranger proche
Politique étrangère russe